

obtient "Arcos", qui est le nom d'un organisme commercial que la Grande-Bretagne a chassé de son territoire juste avant la guerre en raison de son activité déloyale. Sans doute, peut-il ne s'agir là que d'un accident; mais ce serait une chose remarquable si l'interversion des lettres aboutissait à une ressemblance aussi peu intéressante avec le nom d'une société ayant une telle réputation.

Puis-je souligner ici le fait que les habitants des îles Britanniques ne voient pas d'un bon œil la substitution, à nos produits, de produits russes. Nombre de gens, en Grande-Bretagne, se refusent à acheter ces articles venant de Russie, même s'ils ne peuvent souvent trouver d'articles de remplacement. Comme je l'ai signalé plus tôt, notre problème, à nous, consiste à trouver le moyen de vendre, tout comme le leur est de trouver le moyen d'acheter.

Même en tenant compte de la situation quant aux denrées alimentaires (et surtout de l'énorme production de céréales évoquée cet après-midi) le Gouvernement fait entendre à des époques diverses, des opinions variées. Ayant à faire face à la récolte et au report de blé les plus considérables depuis de longues années, certains membres du Gouvernement semblent adopter une attitude d'optimisme insouciant, que ne partage pas d'ailleurs le ministre de l'Agriculture que ce problème touche de très près.

A une date aussi récente que le 27 octobre, le ministre de l'Agriculture s'est exprimé de la façon suivante sur cet état de choses (je cite les paroles que lui a attribuées la *Presse canadienne*):

Notre pays dispose, à l'heure actuelle, de 900 millions de boisseaux de blé. Le monde entier absorbe, tout au plus, au cours des échanges internationaux, 900 millions de boisseaux en une année. Il y a également un excédent considérable aux États-Unis. Bien avant que ne soit écoulée la moisson, notre population souhaitera avoir, avec la Grande-Bretagne, un nouveau contrat de quatre ans aux termes duquel celle-ci prendrait 400 millions de boisseaux de notre blé.

Le ministre de l'Agriculture n'a pas, au centre de la grande région fromentière du Canada, atténué le danger que comporte notre situation, à moins que nous ne soyons en mesure de recouvrer les débouchés pour notre blé, ainsi que pour nos autres produits alimentaires.

En parlant de l'état de choses dû à l'énorme excédent de blé dont nous disposons cette année, il y aurait lieu de relever un point qui a été, sans aucun doute, mis en cause par les déclarations prononcées cet après-midi. On nous dit que les agriculteurs trouvent qu'il leur est souvent impossible de livrer leurs céréales sur le marché, en

dépôt de toutes les mesures appliquées. Tout le régime de manutention et de distribution s'est effondré. Le Gouvernement, quelles que soient les explications qu'il puisse fournir, a négligé de prendre des mesures efficaces pour la manutention des céréales, bien qu'il soit renseigné à ce sujet depuis plusieurs mois et qu'il ait été prévenu de l'état de choses qui allait se produire. Aujourd'hui, beaucoup d'agriculteurs de l'Ouest du Canada ont en mains de fortes quantités de blé et d'autres céréales, qui valent beaucoup d'argent et qu'ils sont incapables de convertir en numéraire, en ce moment, afin de payer leurs frais de récolte et de subsistance, parce qu'ils ne peuvent livrer leurs céréales au marché.

Voilà une situation dont le Gouvernement devrait s'occuper sans retard. Il y a là une situation urgente qui exige une attention immédiate. N'oublions pas, cependant, que ce n'est là qu'un à-côté de la situation d'ensemble résultant de l'inaptitude du Gouvernement, qui avait été bien averti de prendre à temps les mesures nécessaires d'assurer des débouchés pour nos excédents de produits alimentaires. On lui avait demandé de trouver des moyens de vendre ces produits; mais chaque fois que nous lui avons fait des propositions à cet égard, il les a rejetées.

J'ai eu, en maintes circonstances, l'occasion d'étudier cette question et j'ai toujours affirmé que j'espérais qu'on mettrait tout en œuvre, à cette conférence, pour étudier de nouveau et accroître notre commerce avec la Grande-Bretagne, le Commonwealth et les régions du sterling. J'ai dit que le Gouvernement du Canada devrait faire tout ce qu'il peut pour supprimer l'obstacle qui empêche les échanges commerciaux réguliers entre le Canada, la Grande-Bretagne, les autres nations du Commonwealth et la zone sterling en général. En des occasions précédentes, j'ai affirmé, en cette enceinte, que notre objectif devrait être une libre convertibilité des devises qui permettrait d'organiser notre commerce comme nous l'avons toujours fait par le passé.

Je n'ai pu m'empêcher de remarquer la légèreté avec laquelle certains membres du Gouvernement ont accueilli cette idée. Des journaux qui ont puisé à des sources anonymes, mais bien informées, m'ont appris l'autre jour que les représentants du Gouvernement s'efforceraient d'obtenir cette mesure d'interchangeabilité, lorsqu'ils seront à Londres. Nous ne savons pas, évidemment, car ces déclarations faites pour le compte du Gouvernement, comme celle dont je viens de parler, sont toujours anonymes.

J'ai lu des déclarations dans lesquelles des membres du Gouvernement écartaient cette idée et cherchaient à créer l'impression